

(1)

(N° 278)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MAI 1923.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires
et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA DÉFENSE NATIONALE (2),
PAR M. FIEULLEN.

MESSIEURS,

Les considérations développées par le Ministre de la Défense Nationale dans l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi, justifient pleinement la nécessité de réglementer la détention et l'emploi des pigeons voyageurs.

Il importe absolument que des mesures soient prises à l'effet d'empêcher l'emploi de pigeons dans un but d'espionnage. Il importe aussi de préparer les moyens permettant à l'armée d'utiliser en temps de guerre les pigeons voyageurs appartenant à des particuliers. Le sport colombophile, si répandu en Belgique, pourra ainsi rendre de grands services pour les transmissions militaires.

* * *

Le projet de loi accordait au Gouvernement le droit de réglementer sans limites, tout ce qui concerne la détention, l'emploi, le transport, etc., des pigeons de toutes espèces. L'article premier donnait à cet effet un blanc-seing au Gouvernement.

Votre Commission a estimé qu'il valait mieux établir par la loi même la réglementation nécessaire aux buts poursuivis. C'est la raison pour laquelle elle vous

(1) Projet de loi, n° 27

(2) Composition de la Commission : MM. PIRMEZ, président, BERLOZ, BUYL, vice-présidents, ERNEST, PIERCO, VAN HUECK, secrétaires, BOVESSE, BRIFAUT, CRICK, DE BURLET, DE GÉRARDON, DU BUS DE WARNAFFE, EEKELERS, FIEULLEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, RICHARD et VANDEMEULEBROUCKE.

propose un texte nouveau comprenant les dispositions essentielles de cette réglementation.

Elle s'est inspiré pour l'établissement de ce texte des considérations suivantes :

1° La réglementation doit être simple ;

2° Elle doit, tout en assurant efficacement le but militaire qu'elle poursuit, occasionner le moins de formalités et d'ennuis possibles aux amateurs colombophiles ;

3° Elle doit accorder aux colombophiles consciencieux, en échange du concours qu'ils apporteront à l'armée, la protection de la loi contre les colombophiles malhonnêtes ;

4° Elle doit éviter toute dépense nouvelle à l'État.

* * *

Le projet du Gouvernement s'appliquait à tous les pigeons sans distinction. La Commission est d'avis que la réglementation doit s'appliquer uniquement aux pigeons voyageurs. Elle n'a pas de raison d'être pour les autres espèces. De l'avis de colombophiles compétents, la distinction est aisée et les espèces autres que les pigeons voyageurs proprement dits ne sont guère utilisables comme voyageurs. Au surplus, les pigeons doivent, pour pouvoir être efficacement utilisés comme pigeons voyageurs, être soumis à un entraînement sérieux. L'entraînement étant réglementé par la loi et par les règlements des sociétés colombophiles, il s'ensuit que les pigeons non voyageurs ou non entraînés ne pourront guère être utilisés pour la transmission des correspondances.

Examen du texte proposé par la Commission.

L'article premier subordonne l'installation d'un colombier ou la détention de pigeons voyageurs à deux conditions :

1° L'autorisation préalable du bourgmestre de la commune où le colombier est établi. Toute personne détenant des pigeons voyageurs à quelque titre que ce soit est sensée posséder un colombier.

Cette autorisation est de droit. Elle ne peut être refusée qu'en vertu des dispositions de la loi.

2° La qualité de membre d'une société colombophile affiliée à la Fédération Nationale qui sera agréée par le Ministre de la Défense Nationale.

Cette condition se justifie par la nécessité de pouvoir établir facilement une réglementation uniforme pour l'immatriculation des pigeons, pour leur entraînement et pour l'organisation des concours. Elle permettra au Ministre de la Défense Nationale de s'entendre avec les intéressés pour l'utilisation éventuelle dans un but militaire des pigeons privés. Elle facilitera grandement l'application et l'observation des dispositions de la loi.

L'article 3 est relatif aux interdictions. L'interdiction est absolue pour les personnes condamnées pour crime ou délit contre la sûreté de l'État. Elle l'est aussi pour les personnes condamnées du chef de détention ou de destruction de

pigeons militaires. Pour les étrangers, l'interdiction est de règle. Toutefois, exception pourra être faite en faveur de ceux qui en feront la demande par le Ministre de la Justice. Une disposition analogue existe dans la législation française.

L'interdiction pourra aussi être prononcée par les tribunaux (art. 4) qui s'inspireront de la gravité des infractions et de l'intérêt de la Défense Nationale.

L'article 5 impose l'obligation de la bague fiscale pour tout pigeon voyageur et en réserve la délivrance à la Fédération agréée. Ces bagues porteront un numéro d'ordre qui sera inscrit dans les registres de la Fédération au nom du colombophile auquel elles ont été délivrées. De cette façon on obtiendra une immatriculation sérieuse des pigeons, ce qui permettra leur identification ainsi que celle de leur propriétaire.

La possibilité de cette identification présente un intérêt considérable pour la découverte éventuelle d'organisation d'espionnage. Elle permettra aussi la restitution à leur propriétaire des pigeons égarés ou saisis.

Il est évident que l'établissement de ces registres matricules et leur tenue à jour, exige le concours d'un organisme sérieux bien outillé pour ce travail. L'État trouvera dans la Fédération nationale, à laquelle les sociétés locales seront affiliées, ce concours indispensable et sans dépenses nouvelles pour lui. Il y a lieu de considérer qu'il y a en Belgique environ 2,000 sociétés colombophiles et qu'il s'y délivre annuellement environ 3,500,000 bagues.

L'article 6 impose aux communes l'obligation de tenir un registre contenant les noms et adresses des personnes ayant obtenu l'autorisation prévue à l'article 1^{er} et de remettre un double de ce registre au commandant de la gendarmerie. Il va de soi que les administrations communales devront avoir soin de tenir ce registre à jour. A cet effet, la gendarmerie pourra prêter son concours à ces administrations, notamment en procédant au recensement prévu à l'article 7.

De cette façon le Gouvernement possèdera tous les éléments nécessaires pour prendre éventuellement les mesures spéciales dictées par les circonstances, notamment en temps de guerre.

L'article 8 prévoit la réglementation par arrêté royal de l'importation et du transit des pigeons voyageurs. Cette disposition, qui s'appliquera surtout à des pigeons étrangers, se justifie d'elle-même dans un but d'intérêt militaire.

L'article 9 concerne les transports de pigeons hors du pays par n'importe quel moyen de transport : chemins de fer, routes, avions, etc. Il a pour but d'empêcher le transport hors du pays, en vue de lâchers pour entraînement, de pigeons non bagués ou appartenant à des personnes non autorisées à détenir des pigeons voyageurs.

L'article 10 établit des sanctions à l'égard de ceux qui auront contrevenu aux dispositions de la loi.

L'article 11 prévoit des sanctions spéciales à l'égard de ceux qui auront capturé, détenu ou détruit méchamment des pigeons militaires. Le mot méchamment a ici son sens juridique habituel. Par conséquent, pour que cet article soit applicable, il faut que le délit ait été commis intentionnellement contre des pigeons militaires, le coupable sachant qu'il s'agissait de pigeons militaires. Cette sévérité se justifie par l'intérêt militaire en cause.

L'article 12 facilitera la restitution des pigeons saisis à leur propriétaire. La remise aux autorités militaires de pigeons appartenant à des propriétaires de pays étrangers a pour but de permettre à ces autorités de faire les recherches qu'elles jugeraient nécessaires. Il est arrivé fréquemment que des pigeons de l'espèce étaient porteurs de messages.

L'article 13 autorise les perquisitions dans les colombiers dès une heure avant le lever du soleil. Cette disposition se justifie par la nécessité de pouvoir pratiquer la perquisition avant que les pigeons n'aient quitté le colombier.

L'article 14 permettra au Ministre de la Défense Nationale de prendre en temps de guerre toutes les dispositions qu'il jugera utiles à l'intérêt militaire. Il pourra notamment faire procéder à la visite des colombiers sans intervention des autorités judiciaires, ordonner la fermeture des colombiers, etc.

* * *

Le texte proposé par la Commission a été adopté à l'unanimité.

A l'effet de rendre la loi applicable à partir du 1^{er} janvier 1924 et de permettre à tous les intéressés de se conformer à ses dispositions, la Commission prie la Chambre de vouloir bien la porter à son ordre du jour et de la voter le plus tôt possible.

Le Rapporteur,
C. FIEULLIEN.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MEI 1923.

Wetsontwerp tot bescherming van de militaire duiven en tot beteugeling van het gebruik van duiven voor de spionage (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING (2),
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER FIEULLIEN.

MIJNE HEEREN,

De gedachten, door den Minister van Landsverdediging vooruitgezet in de Memorie van Toelichting bij het wetsontwerp gevoegd, rechtvaardigen ten volle de noodzakelijkheid het houden en het gebruiken van reisduiven te regelen.

Het is volstrekt noodzakelijk dat maatregelen worden getroffen om het gebruik te beletten van duiven met een doel van spionage. Het is even noodzakelijk, aan het leger de middelen te verschaffen om, in oorlogstijd, de reisduiven aan particulieren behorende te benuttigen. De in België zoo bloeiende duivenliefhebberij zal op die wijze groote diensten kunnen bewijzen voor militaire overseiningen.

* * *

Het wetsontwerp schonk aan de Regeering het recht om, op onbepaalde wijze, al te regelen wat betrekking heeft met het houden, het gebruiken, het vervoeren, enz., van allerlei duiven. Het eerste artikel gaf daartoe volledige vrijheid aan de Regeering.

Uwe Commissie was van gevoelen dat het beter ware bij de wet zelf de nagestreefde reglementeering vast te stellen.

(1) Wetsontwerp n^o 27.

(2) Samenstelling van de *Bestendige Commissie*: de heeren PIRMEZ, voorzitter; BERLOZ, BUYL, ondervoorzitters; ERNEST, PIERCO, VAN HOECK, secretarissen; BOVESSE, BRIFAUT, CRICK, DE BURLET, DE GÉRADON, DU BUS DE WARNAFFE, ECKELERS, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, RICHARD, TREELLEN en VANDENEULEBROUCKE.

Om die reden stelt zij U een nieuwen tekst voor, welke de hoofdzakelijke bepalingen van deze reglementeering behelst.

Daartoe liet zij zich geleiden door de volgende beschouwingen :

1^o De reglementeering moet eenvoudig zijn;

2^o Zij moet aan de duivenliefhebbers zoo min mogelijk vormvereischen en stoornis veroorzaken, zonder echter te verwaarloozen het nagestreefde militaire doel zoo goed mogelijk te verzekeren;

3^o Zij moet aan de gewetensvolle duivenliefhebbers, in ruil van hunne medewerking aan het leger, de bescherming der wet verzekeren tegen de oneerlijke duivenhouders;

4^o Zij moet elke nieuwe uitgave voor den Staat vermijden.

. . .

Het Regeeringsontwerp was van toepassing op al de duiven zonder onderscheid. De Commissie is van meening dat de reglementeering alleen moet gelden voor de reisduiven. Zij heeft geen reden van bestaan voor de andere soorten. Naar het oordeel van bevoegde duivenliefhebbers, is het onderscheid gemakkelijk te maken en de andere soorten, die geen eigenlijke reisduiven zijn, kunnen als reisduiven niet benuttigd worden. Daarenboven, moeten de duiven, om doelmatig als reisduiven te kunnen benuttigd worden, op ernstige wijze worden afgericht. Daar de africhting door de wet en door de reglementen der duivenmaatschappijen geregeld is, volgt daaruit dat de niet reisduiven of de niet afgerichte duiven geenszins voor het overbrengen der briefwisseling kunnen benuttigd worden.

Onderzoek van den tekst door de Commissie voorgesteld.

Het eerste artikel maakt de opstelling van een duivenhok of het houden van reisduiven ondergeschikt aan twee vereischen :

1^o De voorafgaande machtiging van den burgemeester der gemeente waar het duivenhok is opgesteld. Alwie om gelijk welke reden duiven houdt, wordt geacht een duivenhok te bezitten.

Deze machtiging moet van rechtswege verleend worden. Zij kan enkel geweigerd worden krachtens de bepalingen der wet.

2^o De hoedanigheid van lid eener duivenmaatschappij, aangesloten bij den Nationalen Bond die door den Minister van Landsverdediging zal toegelaten zijn.

Dit vereischte wordt gerechtvaardigd door de noodzakelijkheid, van zonder bezwaar een gelijkvormige reglementeering te kunnen vaststellen voor de inschrijving der duiven, voor hunne africhting en voor de inrichting der prijsvluchten. Zij zal den Minister van Landsverdediging toelaten zich met de belanghebbenden te verstaan, zoo noodig, met een militair doel, private duiven te benuttigen. Zij zal de toepassing en de naleving der wetsbepalingen zeer vergemakkelijken.

Art. 3 betreft de verbodsbepalingen. Het verbod is uitdrukkelijk voor degenen die veroordeeld werden wegens misdaad of misdrijf tegen de veiligheid van den Staat. Het geldt ook voor die veroordeeld werden wegens het houden of het dooden van militaire duiven. Voor de vreemdelingen is het verbod de algemeene regel. Niettemin kan daarop uitzondering worden gemaakt door den Minister van Justitie voor hen die het aanvragen. Dergelijke bepaling bestaat ook in de Fransche wetgeving.

Het verbod kan insgelijks worden uitgesproken door de rechtbanken (art. 4) die de zwaarte der overtredingen en het belang van 's Lands verdediging zullen in het oog houden.

Bij artikel 5 wordt de verplichting van den fiskalen ring opgelegd voor elke reisduif en de aflevering daarvan wordt voorbehouden aan den toegelaten Bond. Deze ringen dragen een volgnummer dat in de registers van het Verbond wordt ingeschreven op naam van den duivenliefhebber aan wien de ringen werden afgeleverd. Op deze wijze zal men een ernstig stamboek der duiven bekomen, waardoor het mogelijk wordt hunne eenzelveheid alsmede die van den eigenaar vast te stellen.

Deze identificatie levert een aanzienlijk belang op voor de mogelijke ontdekking van een spionnagedienst zij vergemakkelijkt tevens de teruggave van verdoolde of in beslag genomen duiven aan hunnen eigenaar.

Blijkbaar eischt het opstellen van deze stamregisters en het bijhouden er van de medewerking van eene ernstige instelling die degelijk voor dit werk is ingericht. De Staat zal bij den Nationalen Bond, waarbij de plaatselijke maatschappijen het Nationaal Verbond zijn aangesloten, deze onontbeerlijke medewerking vinden en wel zonder nieuwe uitgaven. In België bestaan ongeveer 2,000 duivenmaatschappijen en worden jaarlijks ongeveer 3,500,000 ringen afgeleverd.

Bij artikel 6 wordt aan de gemeenten de verplichting opgelegd, een register te houden met de namen en de adressen der personen die de machtiging, bij artikel 1 voorzien, hebben bekomen en een dubbel van dit register aan den commandant der gendarmerie over te maken. Het spreekt van zelf, dat de gemeentebesturen er moeten voor zorgen, dit register bij te houden. Daarin kan de gendarmerie hare medewerking verleen inzonderheid door middel van de telling bij artikel 7 voorzien.

Op deze wijze zal de Regeering over de vereischte middelen beschikken om, desgevallend, maatregelen in uitzonderlijke omstandigheden, inzonderheid in oorlogstijd, te treffen.

Artikel 8 voorziet de regeling bij Koninklijk besluit van den in- en doorvoer der reisduiven. Deze bepaling, welke vooral op vreemde duiven van toepassing komt, wordt op zich zelf door militair belang gebillijkt.

Artikel 9 betreft het duivenvervoer uit het land door welkdanig vervoermiddel ook : spoorwegen, banen, vliegtuigen, enz. Dit artikel heeft ten doel, te beletten dat niet-geringde duiven of duiven toebehoorend aan personen die niet gemachtigd zijn reisduiven te houden, buiten het land worden gevoerd om ze tot de vlucht op te leiden.

Artikel 10 stelt de straffen vast ten opzichte van hen die de bepalingen der wet overtreden.

Artikel 11 voorziet bijzondere straffen tegen hen die militaire duiven kwaadwillig zullen gevangen, behouden of gedood hebben. Het woord « kwaadwillig » heeft zijn gewone rechtskundige beteekenis. Opdat, dienvolgens, dit artikel toepasselijk zij, is het noodig dat het misdrijf met opzet gepleegd zij tegen militaire duiven en wetende dat het militaire duiven betreft. Die gestrengheid wordt gerechtvaardigd door het betrokken militair belang.

Artikel 12 zal de teruggave vergemakkelijken van de bij hun eigenaar aangeslagen duiven. Het overgeven aan de militaire overheid van duiven behorende aan eigenaars uit vreemde landen heeft voor doel, aan deze overheid toe te laten de noodig geachte opsporingen te doen. Het is vaak gebeurd dat dergelijke duiven boodschappen mededroegen.

Artikel 13 machtigt tot gerechtelijke opzoekingen in de duivenhokken van af een uur vóór zonsopgang. Deze bepaling wordt gerechtvaardigd door de noodzakelijkheid de zoekingen te kunnen verrichten al eer de duiven het hok hebben verlaten.

Artikel 14 laat den Minister van Landsverdediging toe, in oorlogstijd, alle maatregelen te nemen die hij, uit militair oogpunt, noodig acht. Zoo kan hij tot het bezoek der duivenhokken doen overgaan zonder de tusschenkomst der rechterlijke overheid, de sluiting der duivenhokken bevelen, enz.

* . *

De door de Commissie voorgestelde tekst werd eenparig goedgekeurd. Ten einde de wet van toepassing te maken van af 1 Januari 1924 en aan al de belanghebbenden toe te laten zich naar hare beschikkingen te voegen, verzoekt de Commissie de Kamer haar op de dagorde harer vergaderingen te willen brengen en haar zoodra mogelijk aan te nemen.

De Verslaggever,
C. FIEULLIEN.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.
